

JUIN 2025

BAROMÈTRE

DU FINANCEMENT DES TPE / PME



CrediPro
Le courtier des pros

L'ÉDITO DE PHILIPPE CREVEL

Depuis l'épidémie de Covid, l'histoire s'accélère entre conflits militaires, guerres commerciales et crises politiques. Soumise à des vents contraires, la croissance de l'économie française s'est essoufflée, passant de 2,5 % en 2022 à 1,1 % en 2024. Elle pourrait ne pas dépasser 0,6 % en 2025. L'Allemagne, de son côté, a enregistré en 2023 et 2024 une contraction de son PIB, une situation inédite depuis la réunification.

Dans ce contexte, les dirigeants de PME et de TPE vont, en France, faire preuve de résilience en s'adaptant notamment à l'évolution rapide des conditions de financement. Après une longue période de taux historiquement bas, les entreprises ont été confrontées, entre 2022 et 2024, à leur remontée brutale. En resserrant leur politique monétaire, les banques centrales ont réussi à endiguer l'inflation, au prix d'un fort ralentissement de l'activité en Europe. Ce pari, quoique coûteux, a permis à la BCE, depuis le milieu de l'année 2024, d'entamer une baisse de ses taux directeurs. En conséquence, les taux des crédits bancaires sont en baisse. Ils sont passés de 4,80 % fin 2023 à 3,61 % en avril 2025. L'effet taux commence à se faire sentir. Grâce à cet infléchissement, après deux années de recul marqué, le volume des crédits aux entreprises progresse depuis le début de l'année 2025, à nouveau. En avril, il s'est accru de 2,3 %, portant l'encours total à 1 380 milliards d'euros.



Philippe Crevel est un spécialiste des questions macroéconomiques. Fondateur de la société d'études et de stratégies économiques, Lorello Ecodata, il dirige, par ailleurs, le Cercle de l'Épargne qui est un centre d'études et d'information consacré à l'épargne et à la retraite.

Pour les PME, la reprise est plus lente, mais elle devrait s'affermir dans les mois à venir. L'investissement devrait, en effet, repartir dans les prochains mois, à la hausse. Qu'il s'agisse de numérique, de transition écologique ou d'immobilier, les entreprises sont amenées à lancer des projets longtemps différés.

Les entreprises françaises abordent ce nouveau cycle avec des résultats globalement solides. Leur taux de marge – rapport entre l'excédent brut d'exploitation et la valeur ajoutée – a atteint, en 2024, en moyenne 32,2 %. Malgré un léger recul par rapport à 2023, ce niveau reste supérieur à la moyenne enregistrée sur la période 2009–2019 (30,7 %). Le nombre de défaillances d'entreprises est, certes, en hausse depuis 2023. Cette augmentation reflète à la fois l'atonie de la demande et le contrecoup de la période 2020–2022, qui s'est caractérisée par un effondrement artificiel des défaillances en raison des mesures de soutien des pouvoirs publics. À fin avril 2025, le nombre de défaillances d'entreprises s'élève, selon la Banque de France, à 66 937 sur les douze derniers mois. Les TPE et les PME restent les plus exposées à ce risque. Bonne nouvelle toutefois, les Français continuent à créer massivement des entreprises. Selon l'INSEE, plus de 1,11 million d'entreprises ont été créées fin avril 2025, sur douze mois glissants. Le pays dispose d'un tissu entrepreneurial particulièrement dense, avec 4,4 millions de TPE/PME représentant 99 % des entreprises, 35,8 % du chiffre d'affaires national et 6,9 millions d'emplois.

Autre bonne nouvelle, l'Union européenne et les États membres s'engagent pour renforcer l'investissement, notamment dans les domaines de la défense et des hautes technologies. L'Allemagne a adopté un plan d'équipement de plus de 500 milliards d'euros. Dans le même temps, la BCE mène désormais une politique monétaire plus accommodante. L'Europe pourrait ainsi gagner en attractivité pour les capitaux internationaux, alors que la politique américaine et les volte-face de Donald Trump suscitent l'inquiétude des investisseurs. Après trois années difficiles, et malgré l'accumulation de nombreuses incertitudes, les premiers signes d'un retournement économique apparaissent.

SOMMAIRE PANORAMA

DU FINANCEMENT DES TPE / PME

1. LE SECTEUR BANCAIRE ET LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES
2. LES CHIFFRES CLÉS DES ENTREPRISES EN FRANCE
3. L'ÉTAT ACTUEL DU CRÉDIT PROFESSIONNEL
4. LE PANORAMA DES COURTIER EN CRÉDIT
5. ZOOM SUR LA FRANCHISE

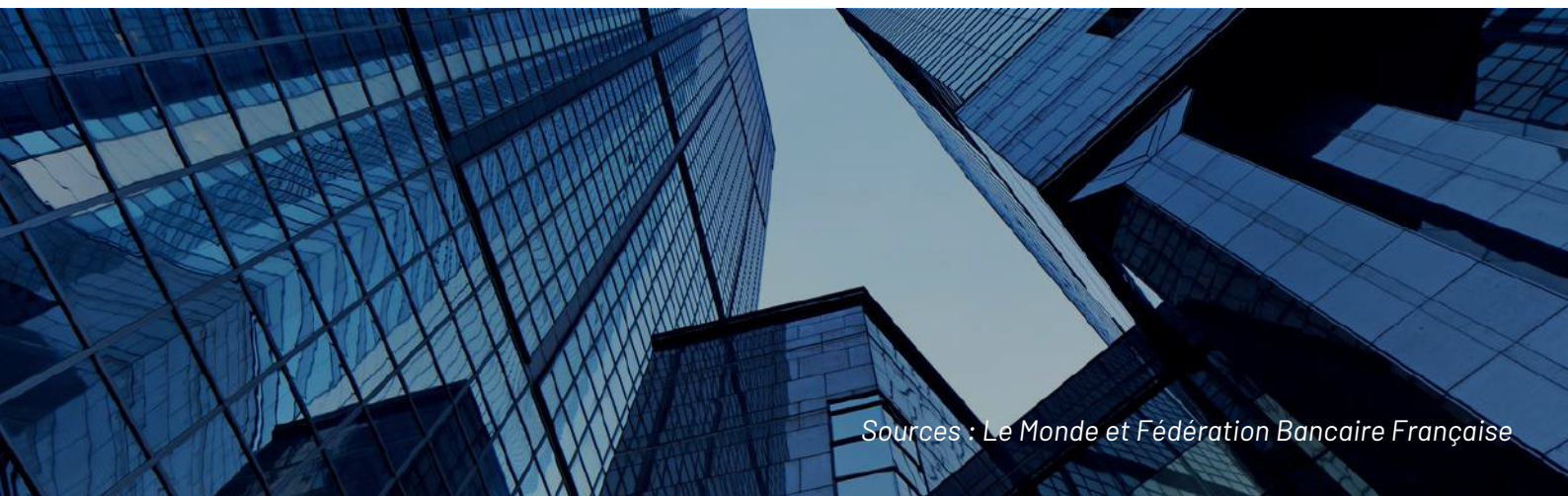


LE SECTEUR BANCAIRE ET LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

SUJETS NOTABLES

DANS LE SECTEUR BANCAIRE EN 2024

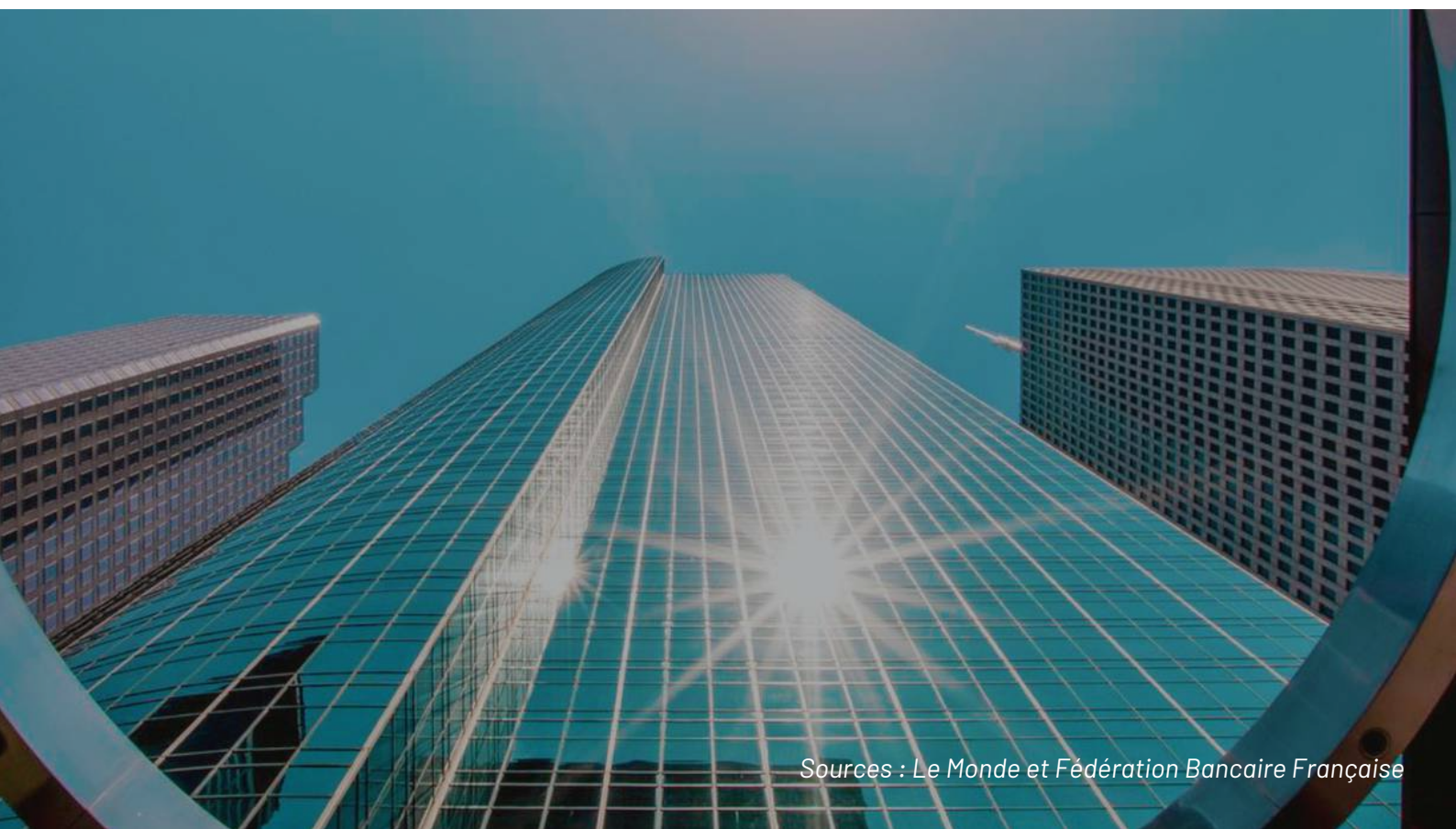
- **En 2024, le système bancaire international est resté sous surveillance** dans un contexte de taux élevés, **sans connaître de faillites majeures comme en 2023**. La régulation continue de se renforcer, particulièrement en Europe, pour éviter les risques systémiques.
- **En France, le secteur bancaire a poursuivi sa dynamique de résilience**, porté par la solidité financière des principaux groupes bancaires et une activité de crédit encore en croissance, bien que ralentie.
- **Les cinq principaux groupes bancaires français (CMAF, BNP Paribas, BPCE, Crédit agricole et Société générale) affichent ainsi tous des profits en hausse en 2024**, à 32,2 Mds€ au total, soit 11 % de plus qu'en 2023.
- **Le mouvement de réduction du nombre d'agences bancaires s'est poursuivi**, avec plusieurs grandes banques annonçant des fermetures d'ici 2030, dans un contexte de fréquentation en forte baisse et de transition numérique.
- **L'encours du crédit bancaire aux entreprises a progressé de 2 %** sur un an, atteignant 1376 Mds€, grâce à la hausse des crédits à l'investissement (+3,5 %), malgré une **baisse des crédits de trésorerie (-2,9 %)**.
- **Les remboursements des 144 Md€ de prêts garantis par l'État (PGE) octroyés aux entreprises françaises pendant la crise sanitaire se sont poursuivis à un rythme régulier** : à fin décembre 2024, près de 100 Mds€ de PGE sont déjà remboursés (soit plus de 76% du montant total ; la garantie de l'État n'a été appelée que pour moins de 4% du montant total des PGE distribués.



SUJETS NOTABLES

DANS LE SECTEUR BANCAIRE EN 2025

- **La transposition de Bâle III (CRR III/CRD VI) est entrée en vigueur au 1er janvier 2025** : les exigences de fonds propres augmentent d'environ +15 % pour les grandes banques, ce qui pèse sur leur capacité de financement.
- **Le Règlement DORA est applicable depuis le 17 janvier 2025** : il impose une gestion stricte des risques informatiques — gouvernance, reporting d'incidents et registre des prestataires.
- **L'Open Finance, élargissement de l'open banking, se prépare à la mise en œuvre de la directive FIDA courant 2025** (entrée en vigueur prévue fin 2026) : elle porte sur le partage par les banques, sur consentement client, des données de crédit, épargne, investissements et assurances via des API sécurisées.
- **Sur la distribution physique, BNP Paribas a annoncé sa stratégie de fermeture d'environ 500 agences d'ici 2030** pour réaffecter les ressources vers le digital.
- **Côté M&A, BPCE a annoncé en juin 2025 le rachat de Novo Banco** (Portugal) pour 6,4 Md€, renforçant son positionnement en banque de détail européenne.



LES CHIFFRES CLÉS DES ENTREPRISES EN FRANCE

LE POIDS DES TPE / PME FRANÇAISES

Elles représentent



99%

des entreprises

Soit 4,4 millions d'entreprises :

- 4,3 millions de TPE
- 159 000 PME

Elles emploient



4,3M

de salariés en ETP

Soit 6,9 millions de salariés :

- 2,6 millions en TPE
- 4,3 millions en PME

Elles réalisent



35,8%

du CA en France

Soit :

- 22,8% pour les TPE / PME
- 13% pour les microentreprises

LA DYNAMIQUE DES TPE / PME FRANÇAISES EN 2024

-14 pts

par rapport à 2022

Pour le solde d'opinion sur l'activité des TPE / PME

-7 pts

par rapport à 2023

Pour le solde d'opinion sur l'emploi des TPE / PME

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES TPE / PME FRANÇAISES

- Selon le baromètre Image-PME du Conseil National de l'Ordre des experts-comptables, **l'activité économique des TPE et PME est en repli au 1er trimestre 2025.**

ICA au T1 2023

103 %

- 8,44 % par rapport au T1 2022

ICA au T1 2024

100 %

- 2,91 % par rapport au T1 2023

ICA au T1 2025

99,7 %

- 0,3 % par rapport au T1 2024

- L'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 560 000 TPE-PME de l'échantillon s'établit à **99,7 soit une baisse de 0,3 % par rapport au T1 2024**. Un recul porté par un mois de janvier difficile, malgré une légère reprise en février et mars.
- C'est le deuxième trimestre consécutif de repli, dans un contexte marqué par une **hausse des défaillances d'entreprises** (source : Altares). Mais derrière ce chiffre national se cachent de fortes disparités, sectorielles et territoriales.
- À noter que ces résultats **ne tiennent pas compte de l'inflation**, qui reste à +0,8 % en mars selon l'Insee, portée par la hausse des prix des services, en particulier alimentaires.



Source : LinkedIn Conseil national de l'ordre des experts-comptables

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES

EN FRANCE

- Le décompte du nombre d'entreprises en France et son évolution n'est pas simple du fait qu'il existe **différentes définitions pour les entreprises**.
- En observant les données de la base SIRENE, qui constitue la seule source exhaustive permettant de recenser toutes les entreprises en France, tous secteurs et statuts confondus, nous observons **une hausse continue du nombre d'unités légales (SIREN) et d'établissements (SIRET) actifs** sur les dernières années :

+1,1 M SIREN **créées** en 2024



Nb SIREN actifs fin 2023

13,4 M

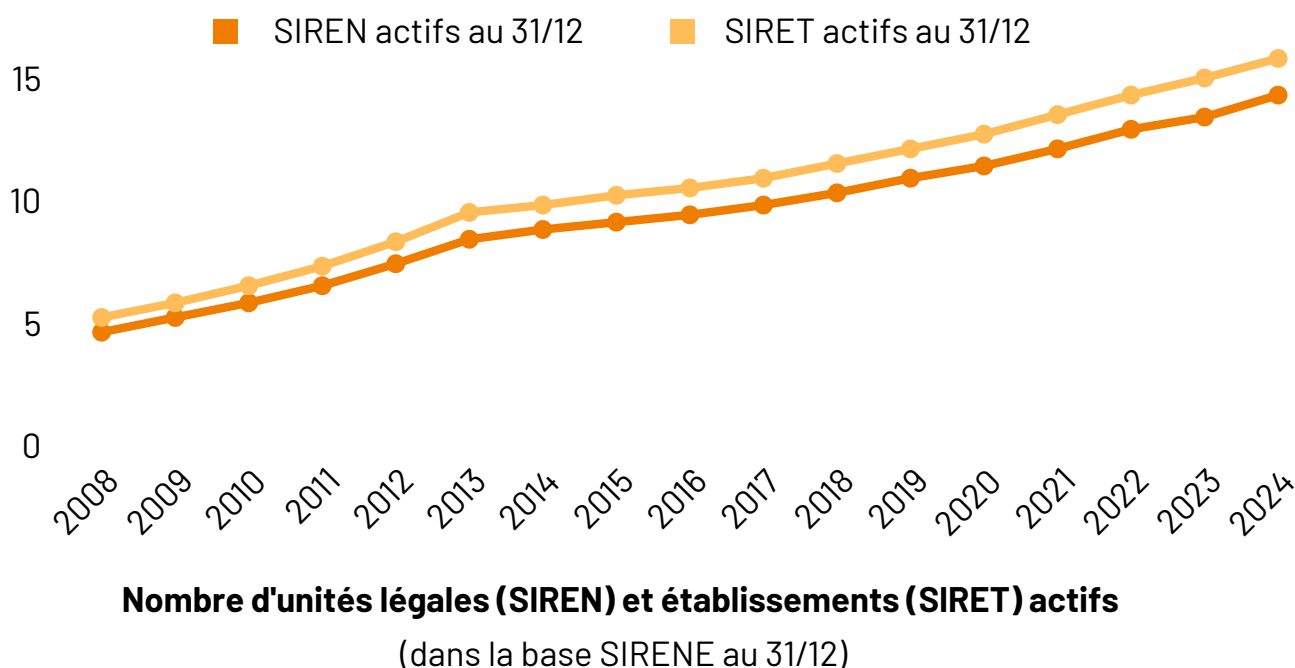
Nb SIREN actifs fin 2024

14,2 M

Nb de SIREN actifs T1 2025

14,5 M

-0,3 M SIREN **radiées** en 2024



ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES

ZOOM SUR LES MÉTIERS DE PROXIMITÉ

Nb. étab. fin 2023

1 845 349

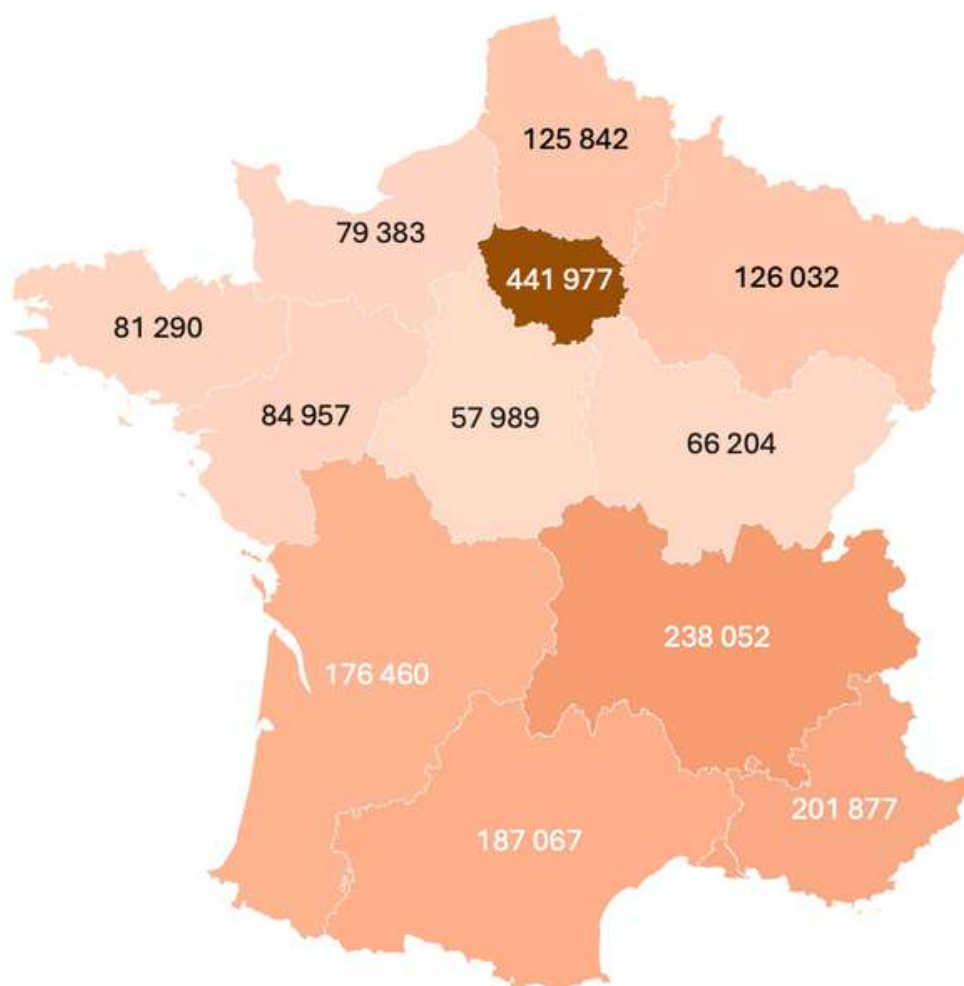
Nb. étab. fin 2024

1 946 486

Nb. étab. T1 2025

1 975 443

- Les entreprises de proximité comptaient **1,95 millions d'établissements en 2024, contre 1,85 millions en 2023.**
- Ces dernières sont concentrées **en Île-de-France** (plus de 400 000 établissements) ainsi que dans les régions **Auvergne-Rhône Alpes et PACA** (autour de 200 000 établissements chacun).





LA CRÉATION D'ENTREPRISES

- Les créations d'entreprises, mesurées par le nombre de SIREN enregistrés en 2024, **ont été assez stable sur la période.**
- Cette stabilité masque de **fortes disparités entre les différents secteurs d'activités.**
- Les créations d'entreprises **augmentent en 2024** en particulier dans les transports et l'entreposage (+19% par rapport à 2023) et les activités de services administratifs et de soutien (+12%).
- En revanche, les créations **ont baissé principalement** dans les secteurs des activités des ménages en tant qu'employeurs (-50%), l'hébergement et restauration (-13%), l'agriculture, sylviculture et pêche (-13%), les industries extractives (-10%).

Création de SIREN en 2023

1 768 000

- 2,2% par rapport à 2022

Création de SIREN en 2024

1 754 000

- 0,8% par rapport à 2023

Création de SIREN au T1 2025

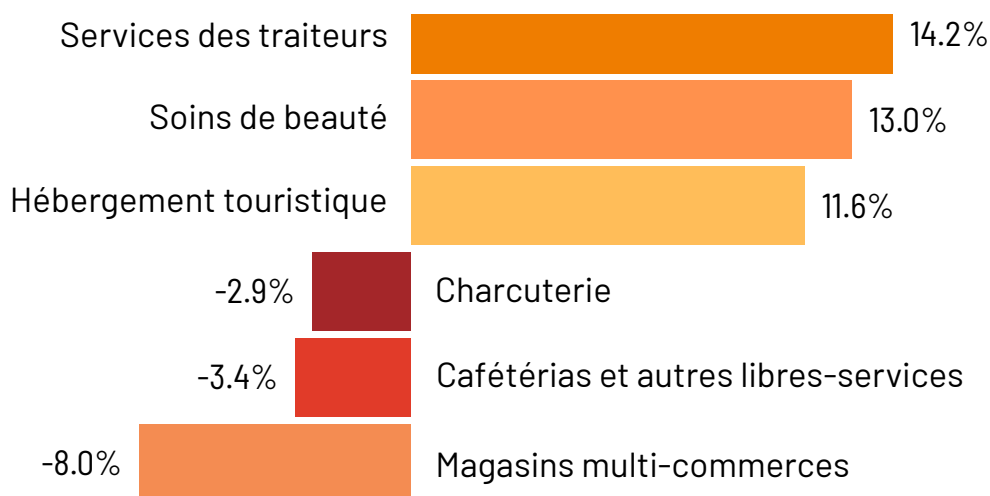
472 000

- 10,3% par rapport au T1 2024

LA CRÉATION D'ENTREPRISES

ZOOM SUR LES MÉTIERS DE PROXIMITÉ

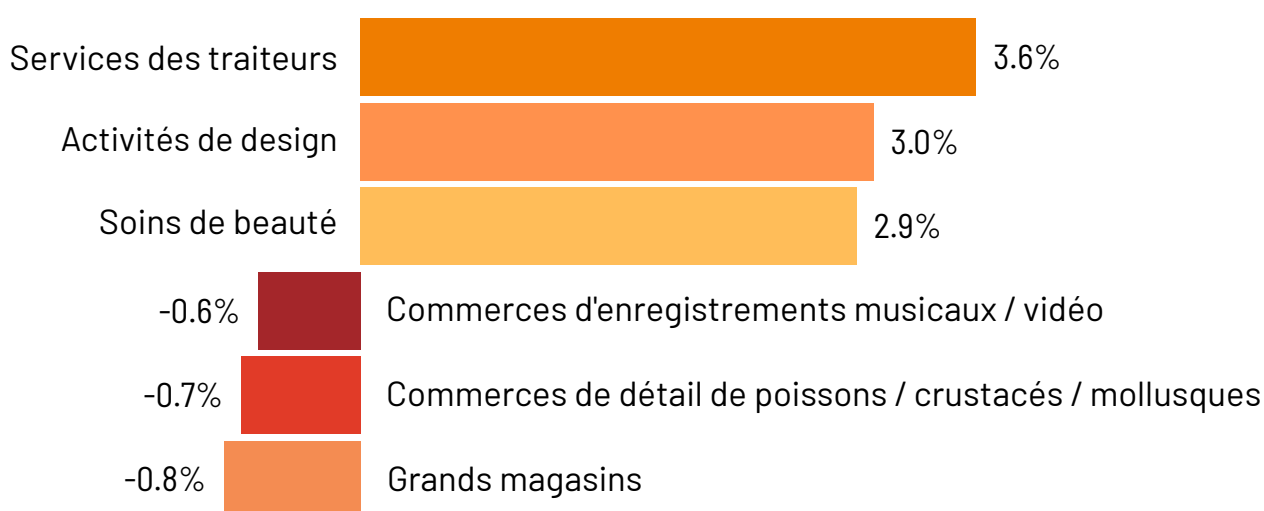
ÉVOLUTION EN 2024 :



Secteurs avec la plus forte / faible croissance en 2024

(En %)

TENDANCE SUR LE T1 2025 :



Secteurs avec la plus forte / faible croissance au T1 2025

(En %)

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

- Une défaillance se produit lorsque l'entreprise **ne peut plus honorer ses obligations financières**, entraînant un redressement ou une liquidation judiciaire.
- En se concentrant sur les établissements (SIRET) plutôt que sur les unités légales (SIREN), l'analyse permet une lecture plus détaillée des impacts économiques locaux :

Défaillances en 2023

89 303

+ 41,3% par rapport à 2022

Défaillances en 2024

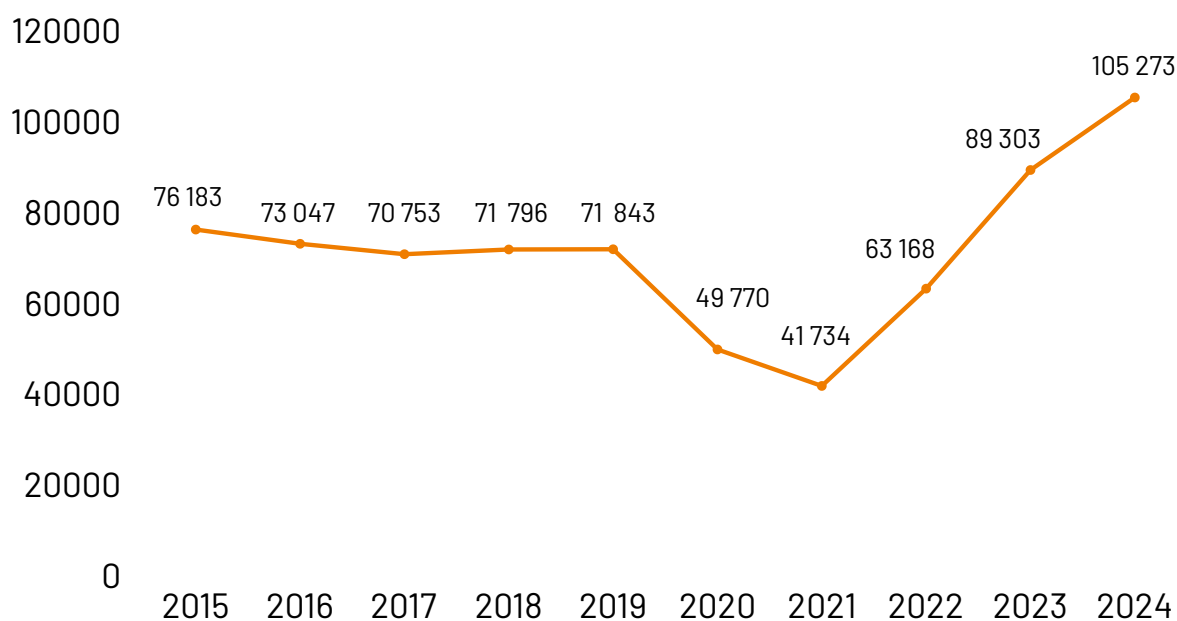
105 273

+ 17,9% par rapport à 2023

Défaillances au T1 2025

28 900

+ 4,2% par rapport au T1 2024

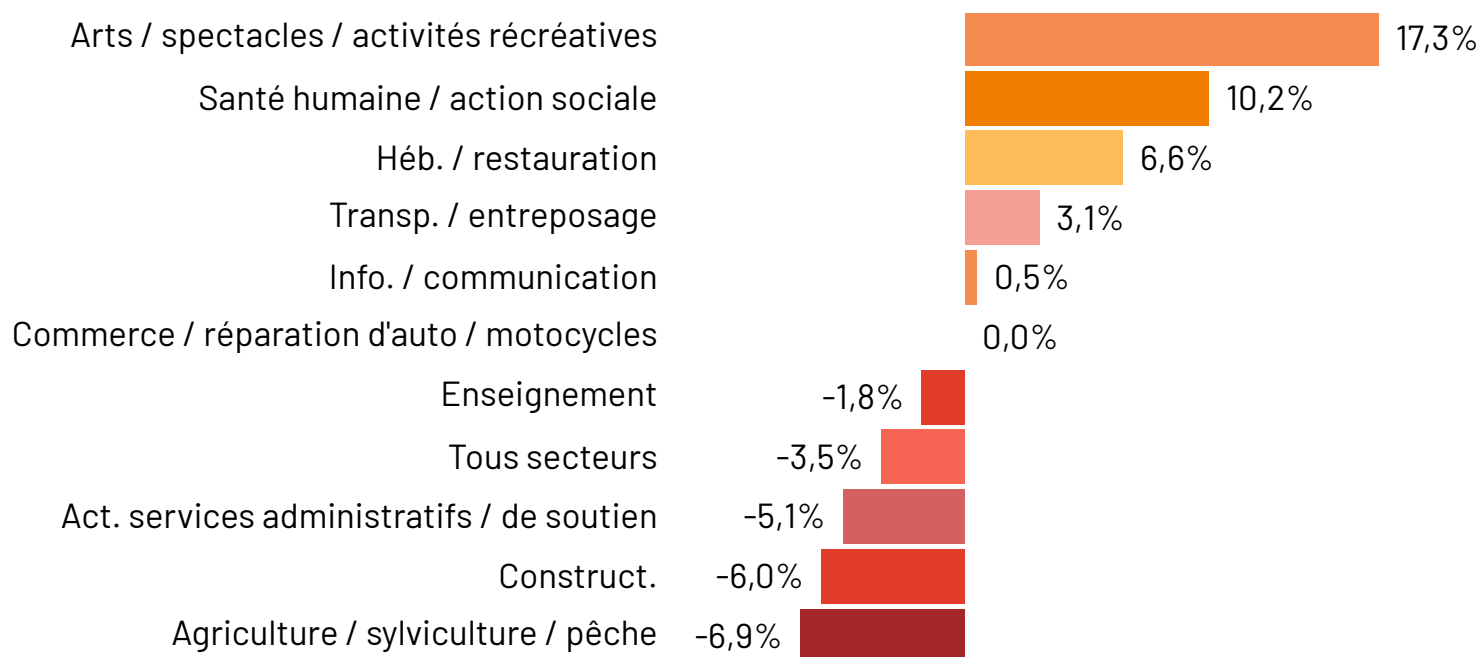


Défaillances cumulées sur une année glissante

- Le nombre d'entrées en défaillance, après avoir **fortement chuté pendant la période COVID** du fait des aides du gouvernement, puis fortement **augmenté avec un phénomène de rattrapage** visible sur la courbe, a commencé à se stabiliser en fin d'année 2024.

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

ÉVOLUTION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

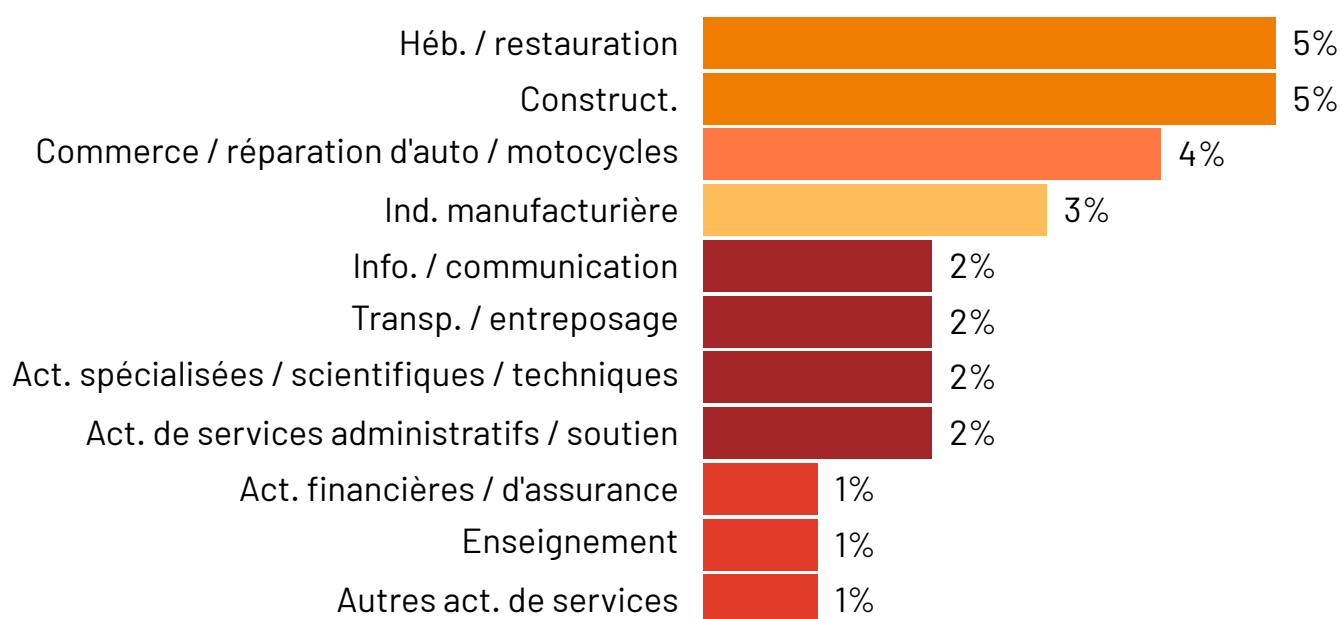


Évolution des défaillances par secteur d'activité
(Progression 01/01/2025 au 31/05/2025 vs période N-1)

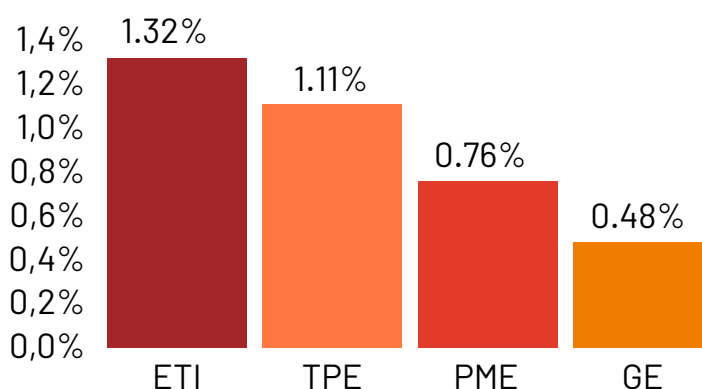


TAUX DE DÉFAILLANCE

- En observant le taux de défaillance, calculé comme un ratio entre le nombre de défaillances sur les 3 dernières années par rapport au nombre d'établissements actifs, observé en fin de période, nous analysons **une période plus longue et pouvons regarder des tendances** :



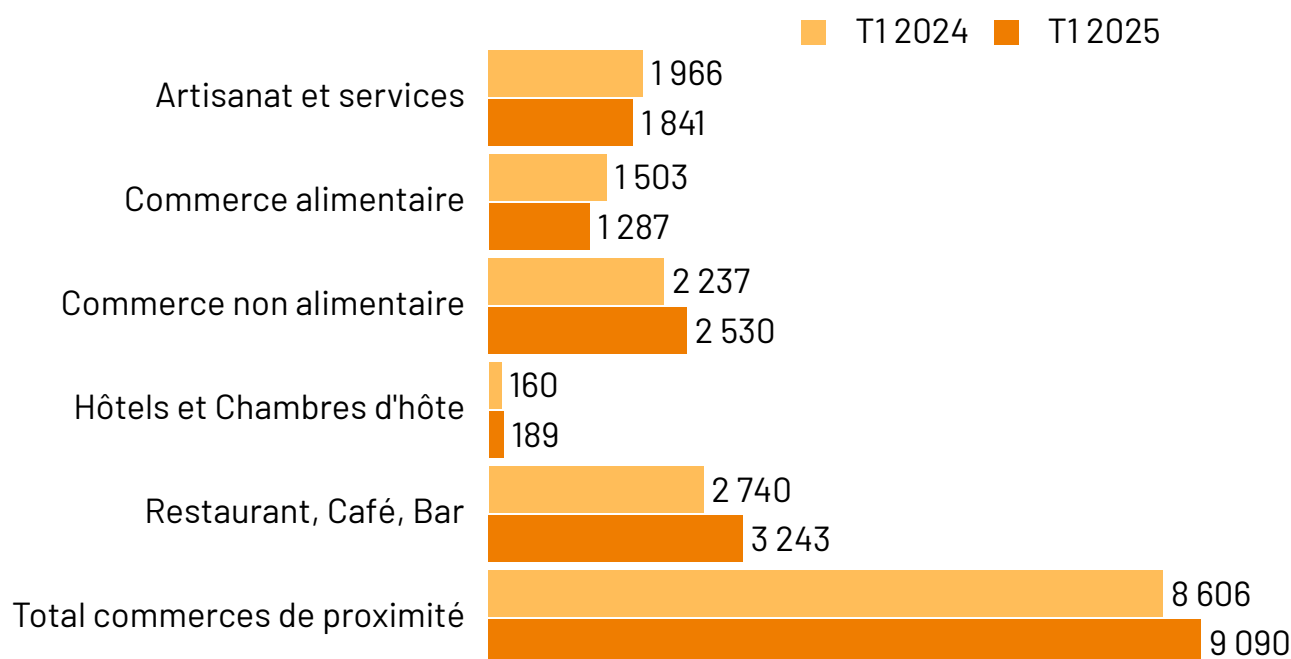
Taux de défaillance par secteur
(En %)



Taux de défaillance par taille d'entreprises
(En %)

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

ZOOM SUR LES MÉTIERS DE PROXIMITÉ



Nombre de procédures collectives par métiers de proximité (T1 2024 vs T1 2025)

- Les défaillances d'entreprise ne concernent **que les entreprises qui sont entrées en procédures collectives**, un processus juridique particulier pour accompagner les entreprises en difficulté. Elles ne prennent toutefois pas en compte les radiations dîtes volontaires.



TRANSACTIONS DE FONDS DE COMMERCE

Transactions en 2023

32 917

- 5,56% par rapport à 2022

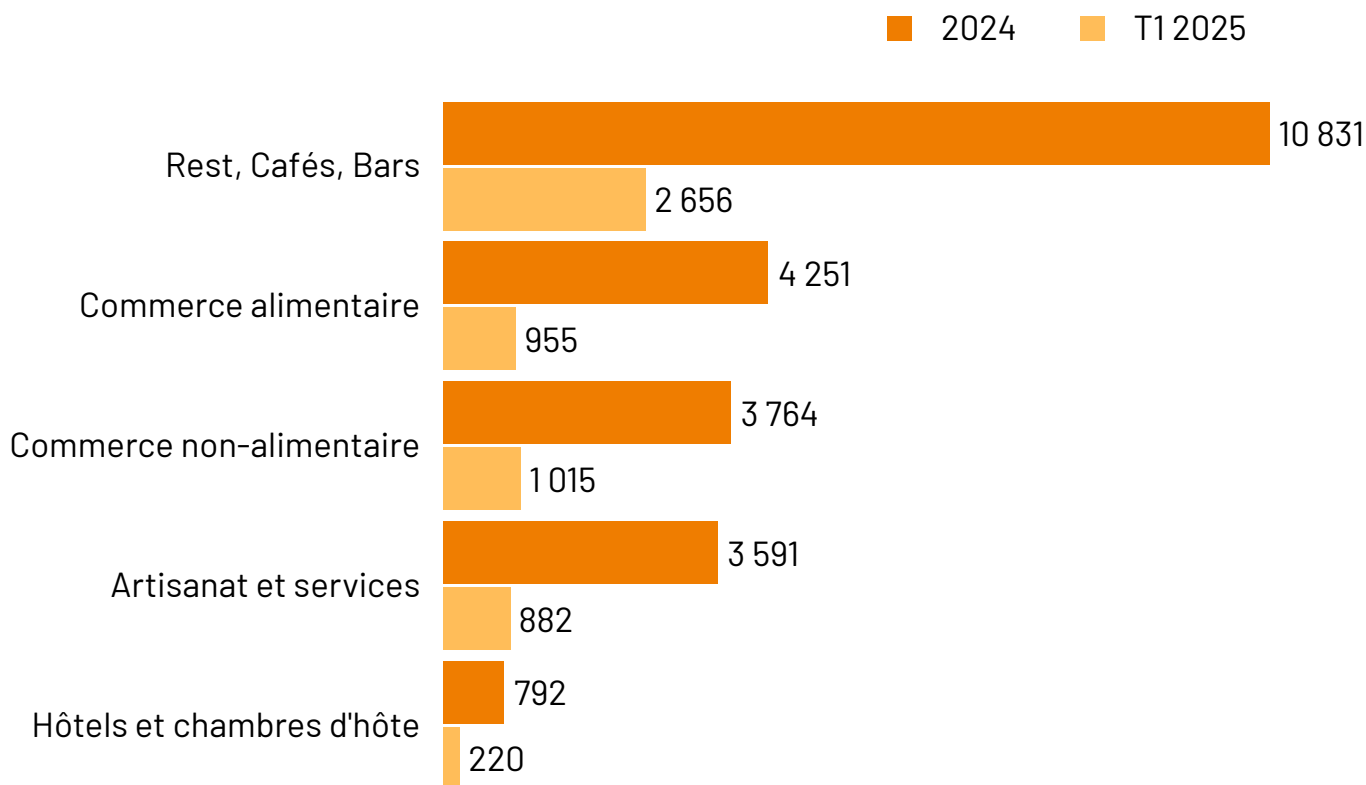
Transactions en 2024

32 461

- 1,39% par rapport à 2023

ZOOM SUR LES MÉTIERS DE PROXIMITÉ

VOLUMES :

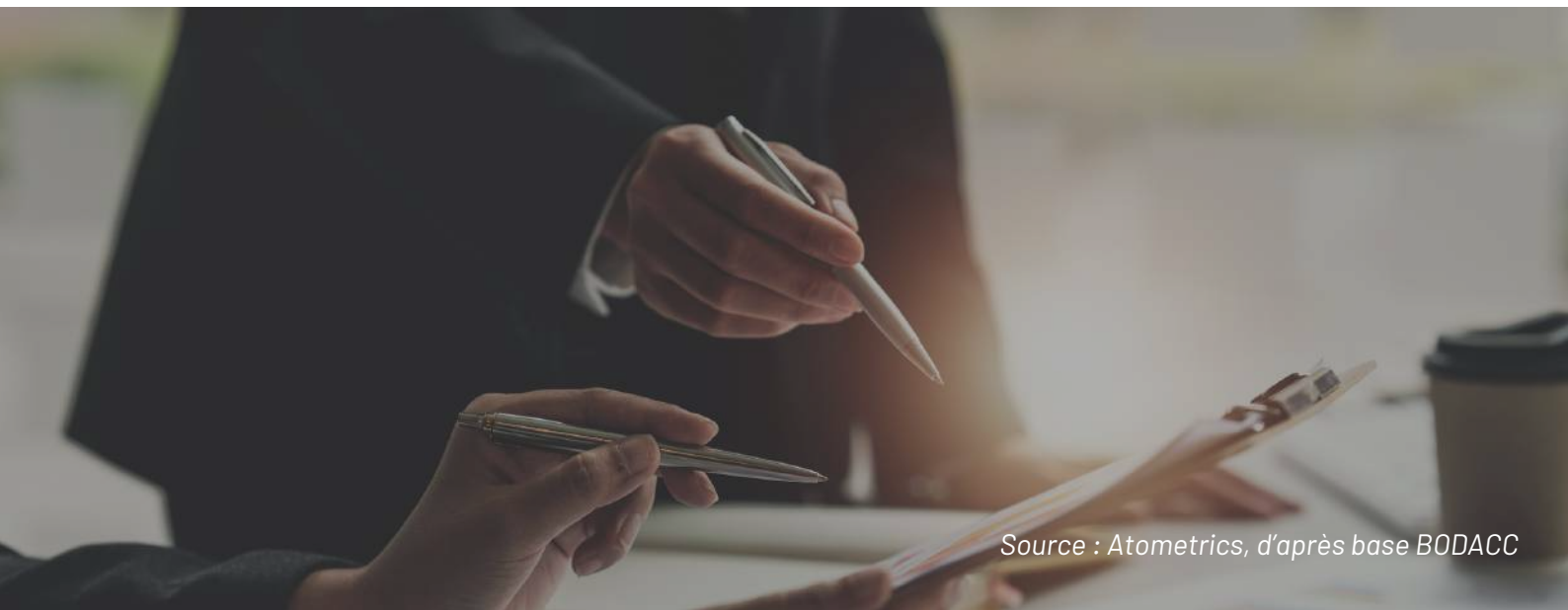
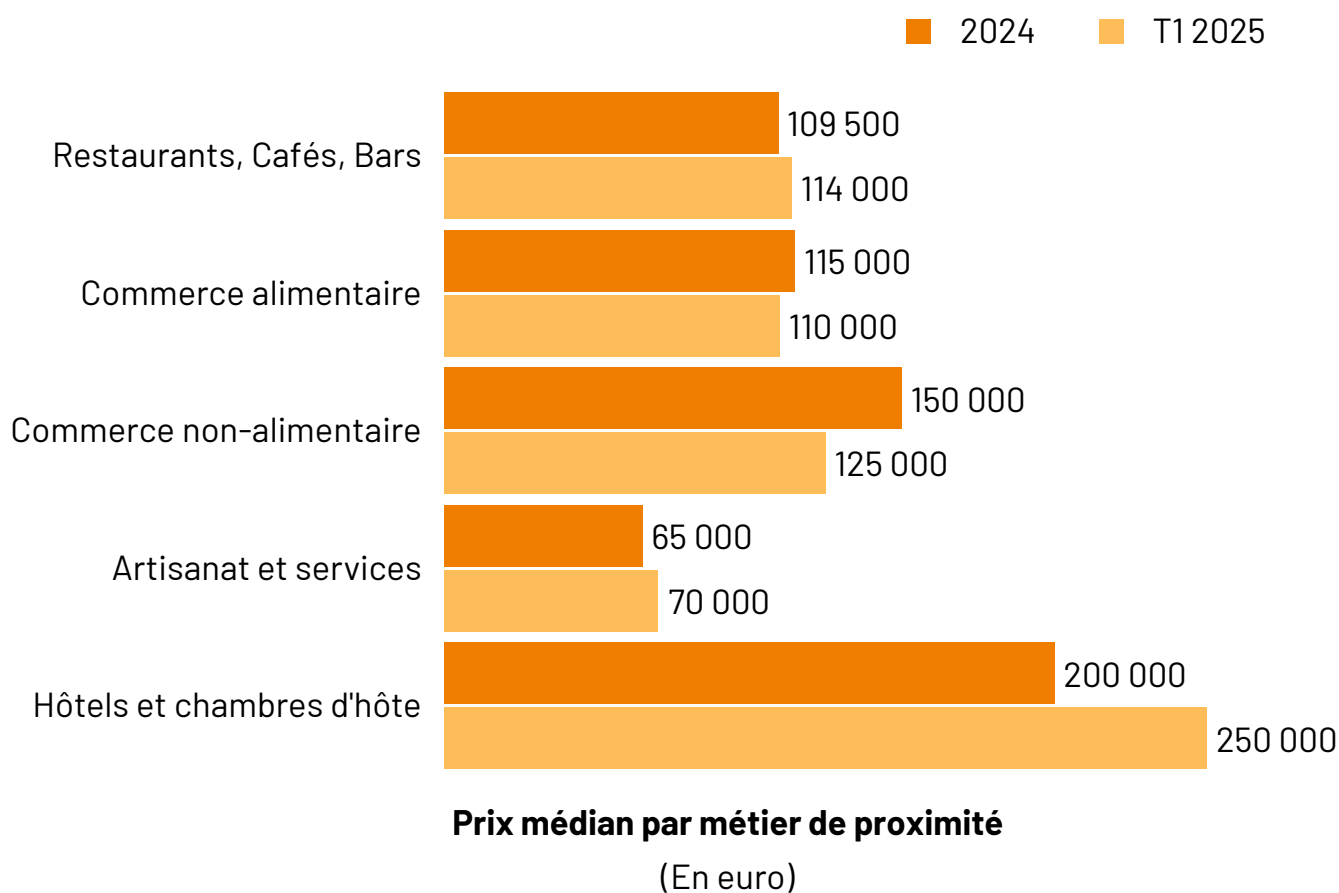


Nombre de transactions réalisées par métier de proximité
(2024 vs T1 2025)

TRANSACTIONS DE FONDS DE COMMERCE

ZOOM SUR LES MÉTIERS DE PROXIMITÉ

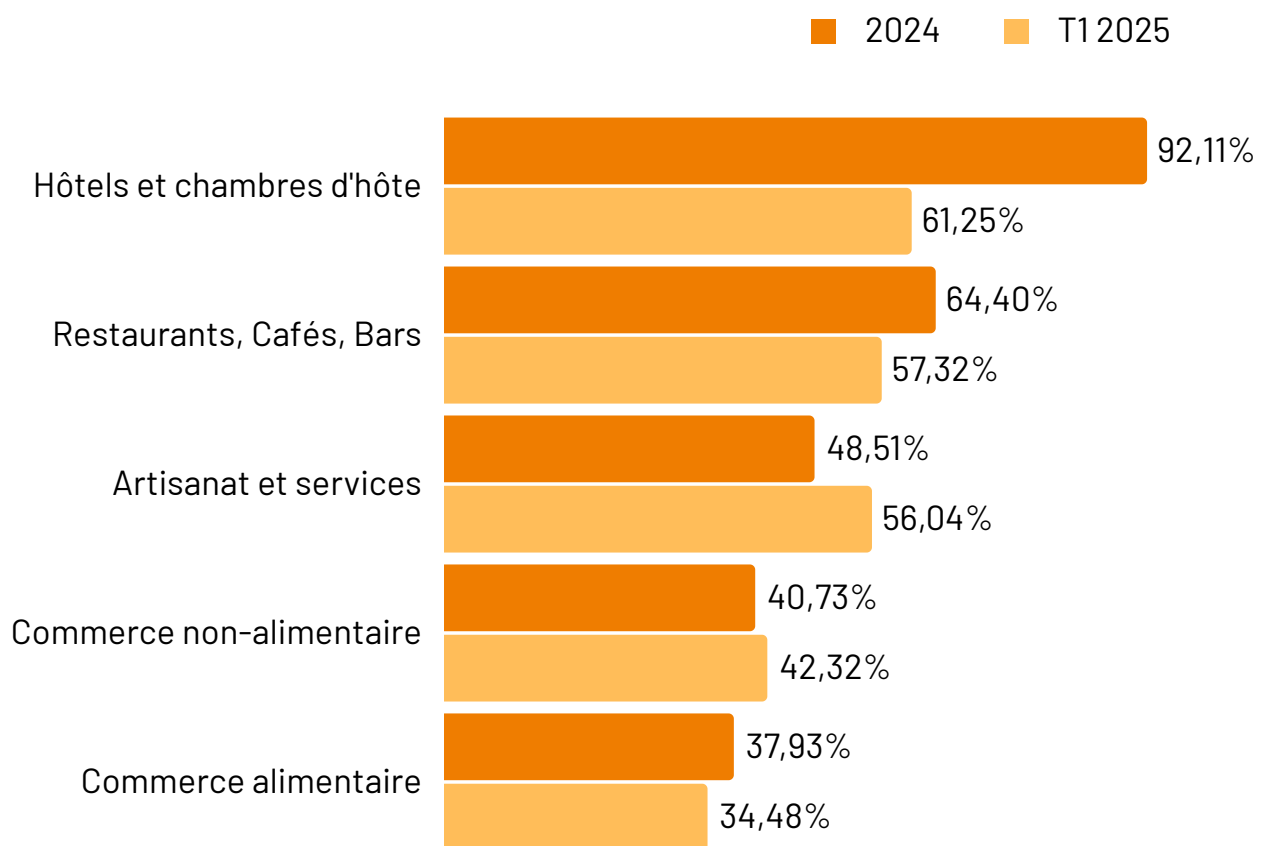
PRIX :



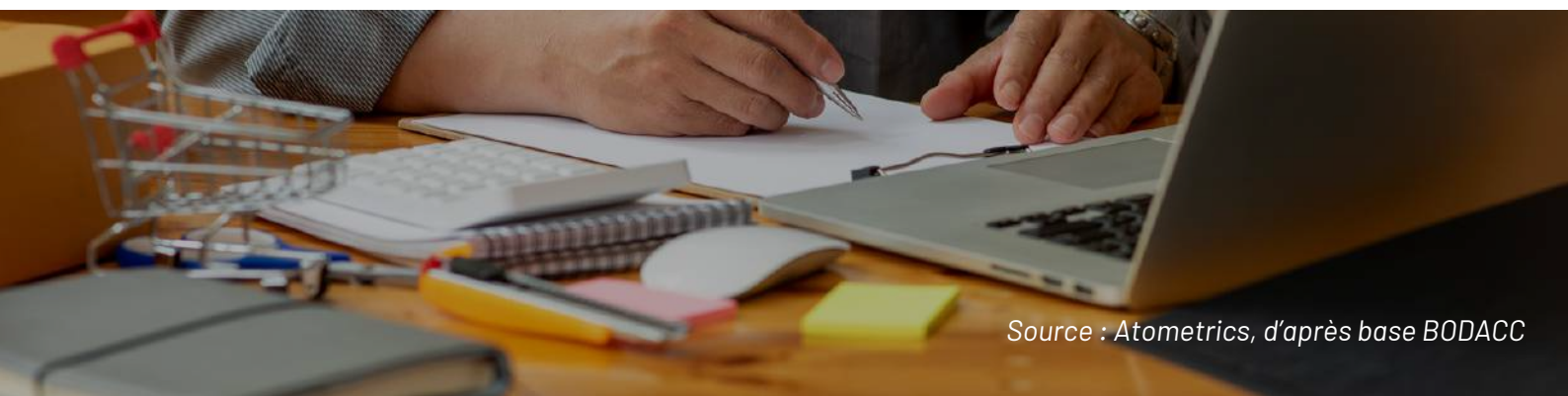
TRANSACTIONS DE FONDS DE COMMERCE

ZOOM SUR LES MÉTIERS DE PROXIMITÉ

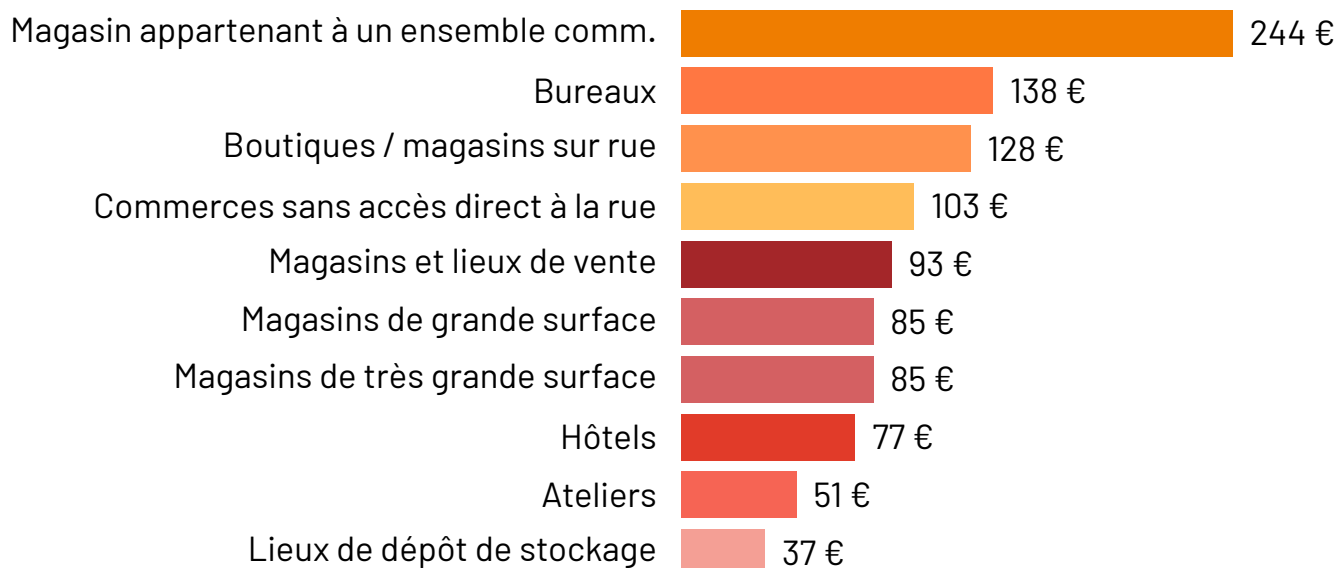
POIDS DU COÛT GLOBAL DES TRANSACTIONS :



Poids du coût global des transactions selon les métiers de proximité
(En % du chiffre d'affaires)



ZOOM SUR LES LOYERS COMMERCIAUX



Loyer commerciaux annuels médian par type de locaux
(€/m²)

Source : Atometrics, d'après révision des valeurs locatives des locaux professionnels

PRIX DE VENTE MOYEN ET NOMBRE DE TRANSACTIONS

Prix au m² en 2022

2 040,82

Nb. transactions : 31 284

Prix au m² en 2023

2 127,66

Nb. transactions : 27 606

Prix m² en 2024

2 039,47

Nb. transactions : 24 870

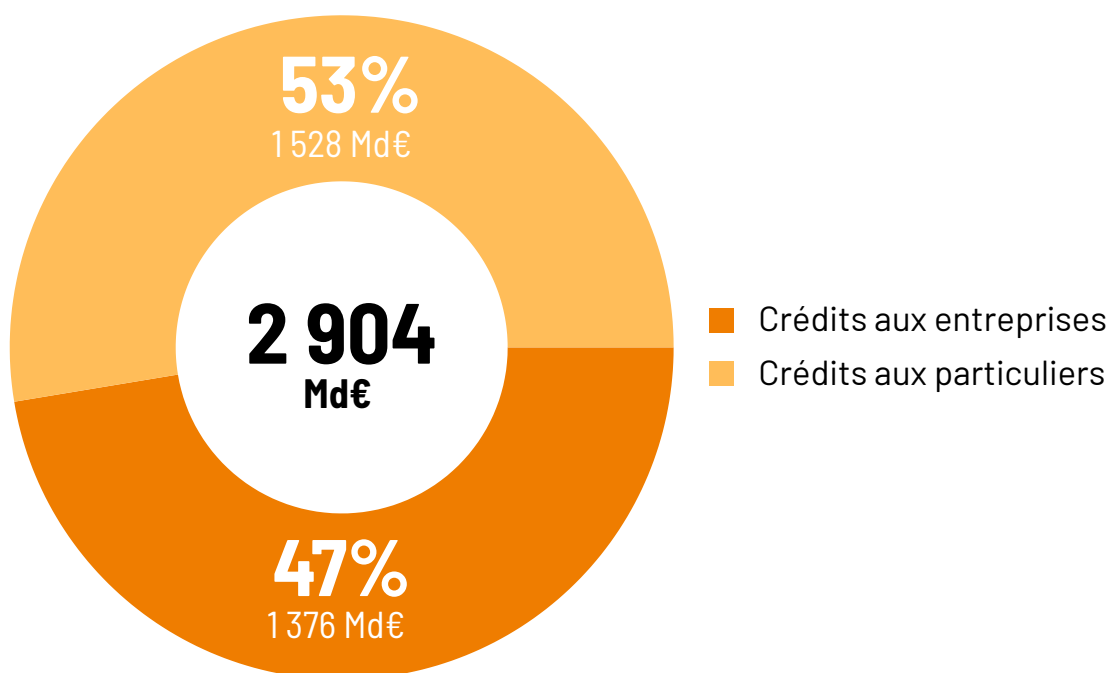
Source : Atometrics, d'après base DVF

L'ÉTAT ACTUEL DU CRÉDIT PROFESSIONNEL

ENCOURS DES CRÉDITS BANCAIRES

L'encours global des crédits bancaires s'élevait à 2 904 Md€ en 2024 (+ 0.9% sur un an) :

- **Aux entreprises** : 1 376 milliards d'euros soit +2,0% de croissance annuelle
- **Aux particuliers** : 1 528 milliards d'euros, soit +0,2% de croissance annuelle



Répartition des encours de crédits distribués en 2024 selon le destinataire
(En % de l'ensemble des crédits bancaires)

RÉPARTITION DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES :



Investissement

989,9 Md€

+ 3,3% par rapport à 2023



Trésorerie

311,1 Md€

- 2,5% par rapport à 2023



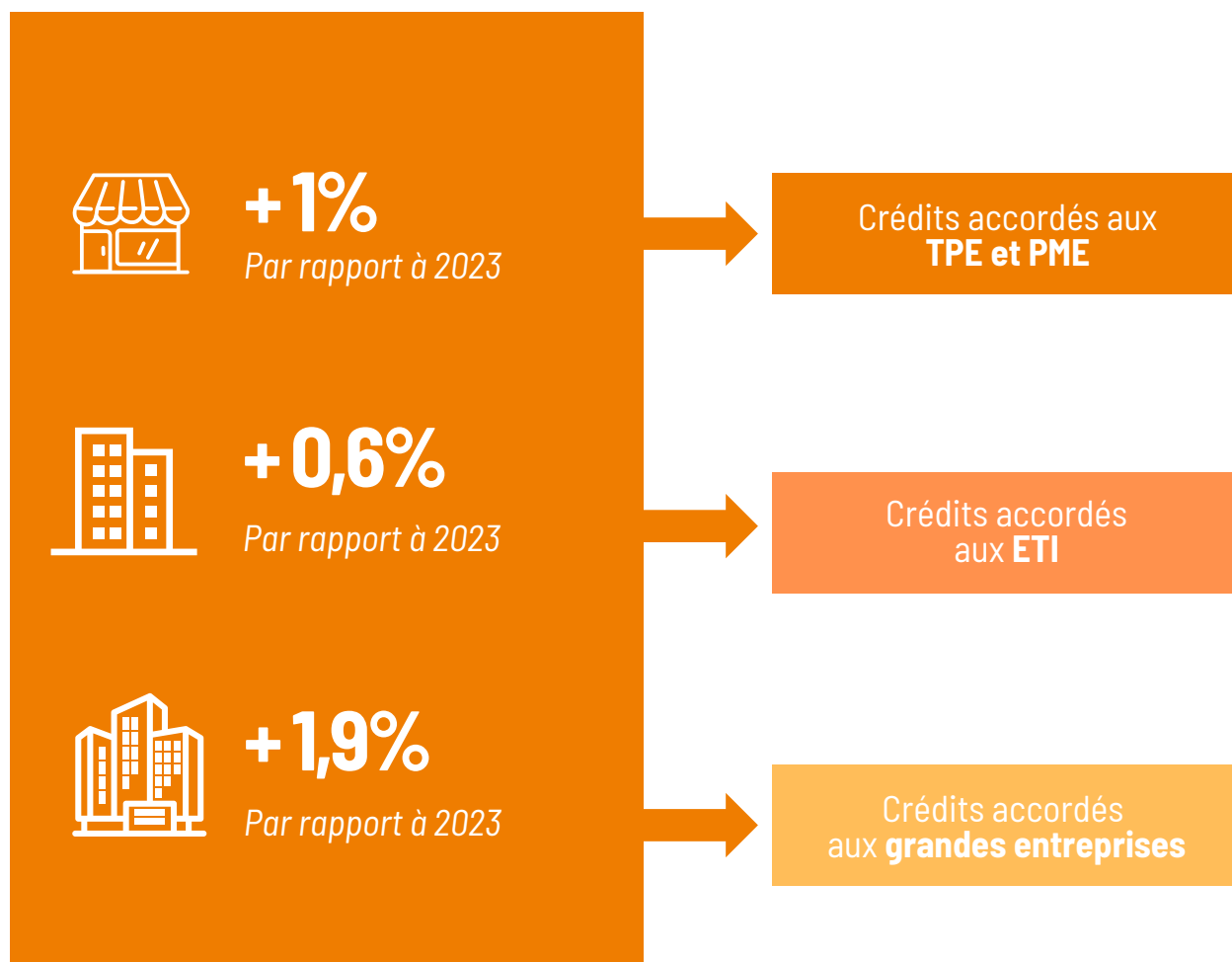
Autres

74,5 Md€

+ 0,7% par rapport à 2023

ÉVOLUTION DES OCTROIS DE CRÉDITS

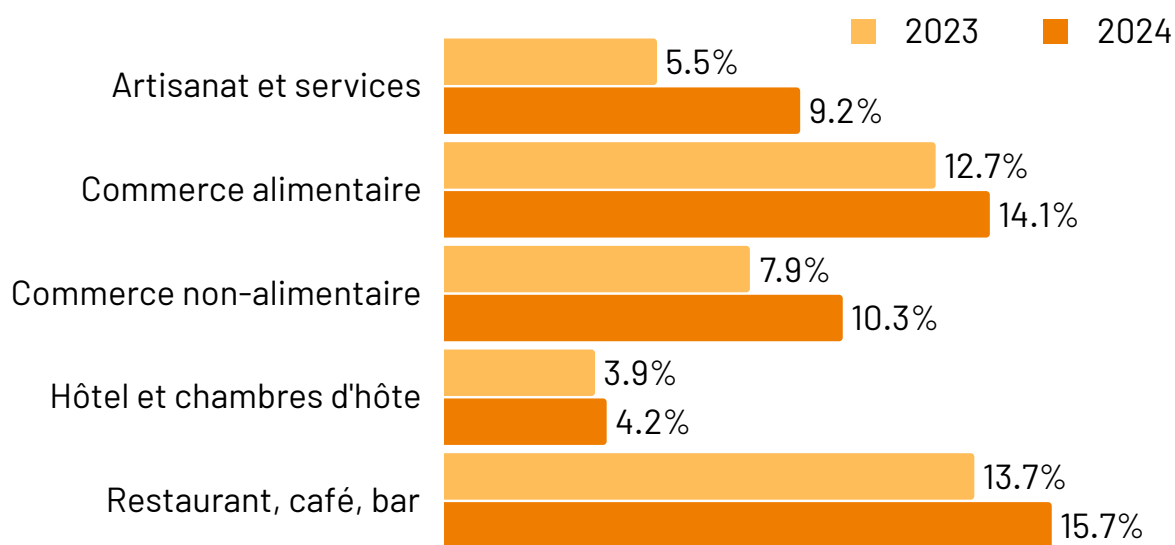
PAR TAILLE D'ENTREPRISE



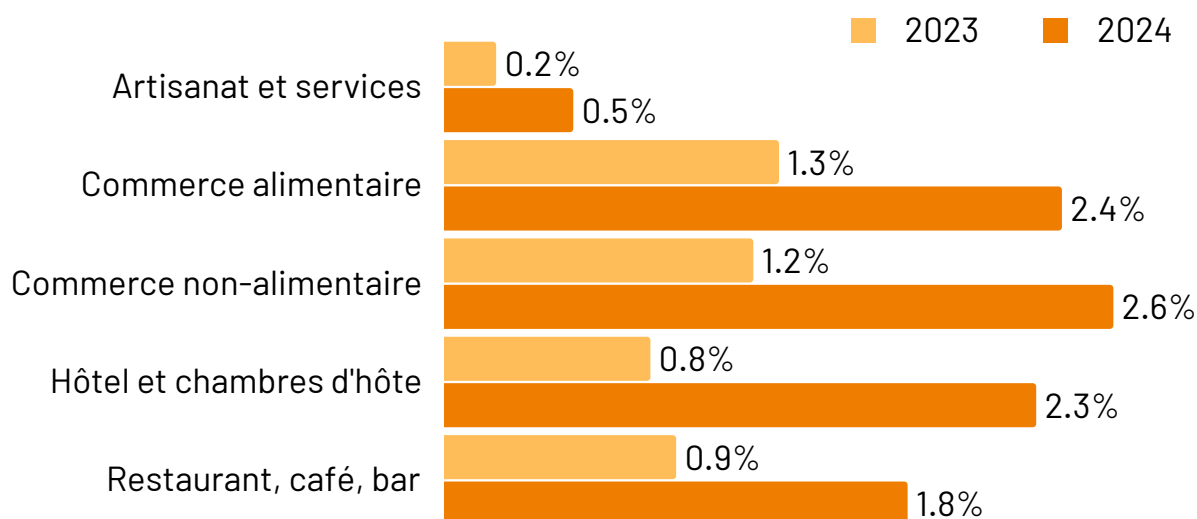
- Fin 2024, **le rythme de croissance des encours de crédits est stable** pour les PME et tailles indéterminées à +1,0 %, il ralentit de +0,9 % à +0,6 % pour les ETI, **et progresse** de -0,1 % à +1,9 % pour les grandes entreprises.
- Par rapport au taux de croissance entre 2022 et 2023, **le taux de croissance entre 2023 et 2024 est plus faible** pour les PME et surtout les ETI (de +1,8 à +1 % et de +2,4 % à +0,6 %, respectivement), **tandis qu'il rebondit** pour les grandes entreprises (de -1,7 % à +1,9 %).
- Le coût moyen des nouveaux crédits bancaires **continue de baisser** pour les PME et ETI, mais **remonte** de 3,99 % à 4,12 % pour les plus grandes entreprises.

ZOOM SUR LES MÉTIERS DE PROXIMITÉ

ÉVOLUTION DES EMPRUNTS ET DETTES



Emprunt et dettes des métiers de proximité auprès d'un établissement de crédit (En % des fonds propres)

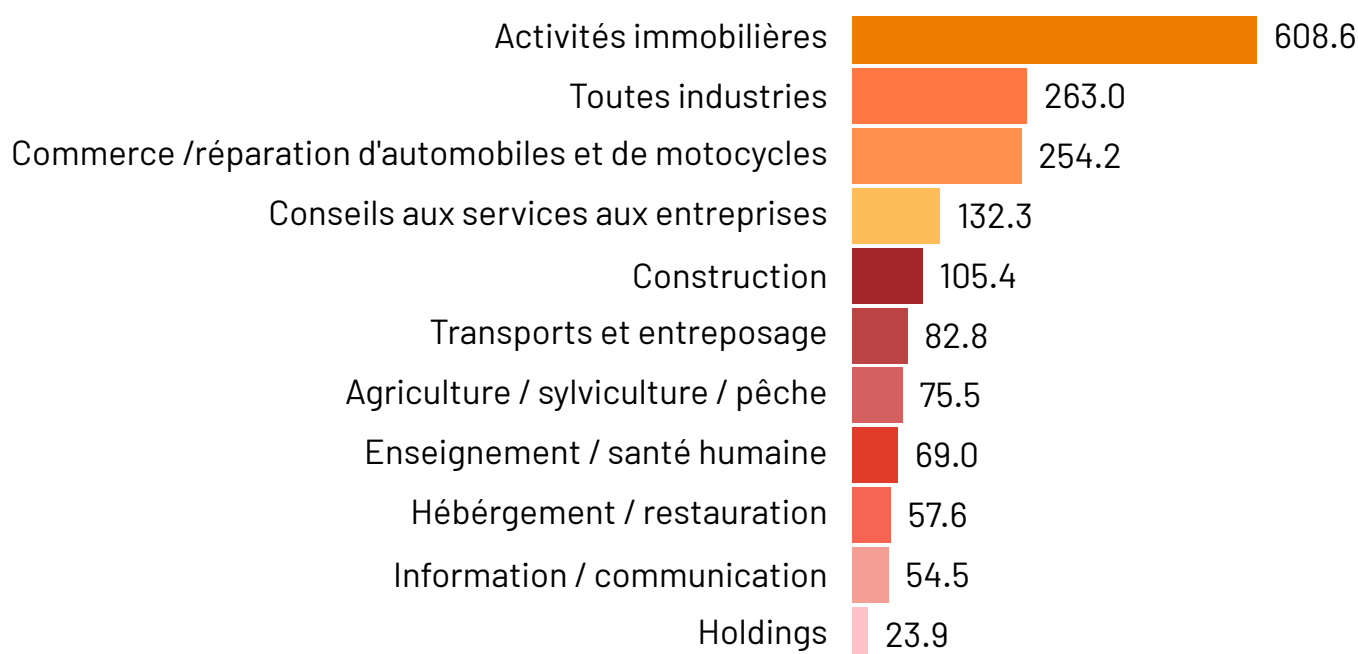


Emprunts et dettes financières diverses des métiers de proximité (En % des fonds propres)

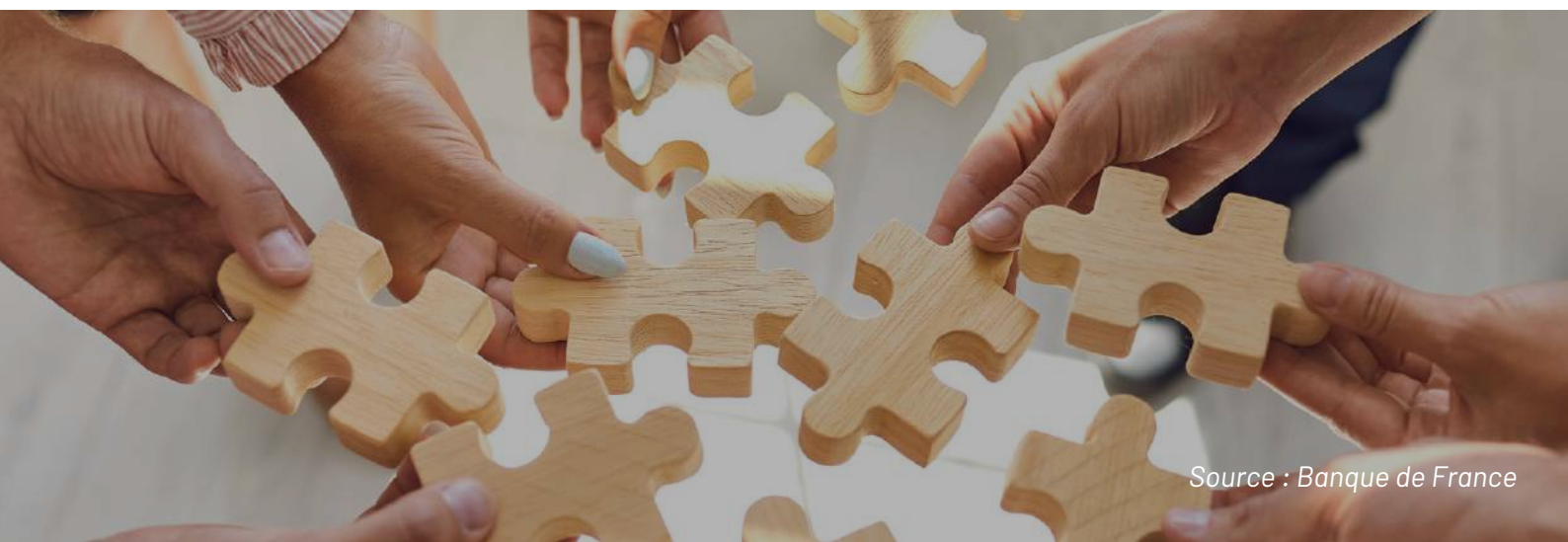
RÉPARTITION DES OCTROIS DE CRÉDITS

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

- **Le secteur immobilier** a capté 35 % de l'ensemble des crédits professionnels sur l'année en 2024. En 2e et 3e position, **le commerce et l'industrie** ont respectivement capté 15 % du total.

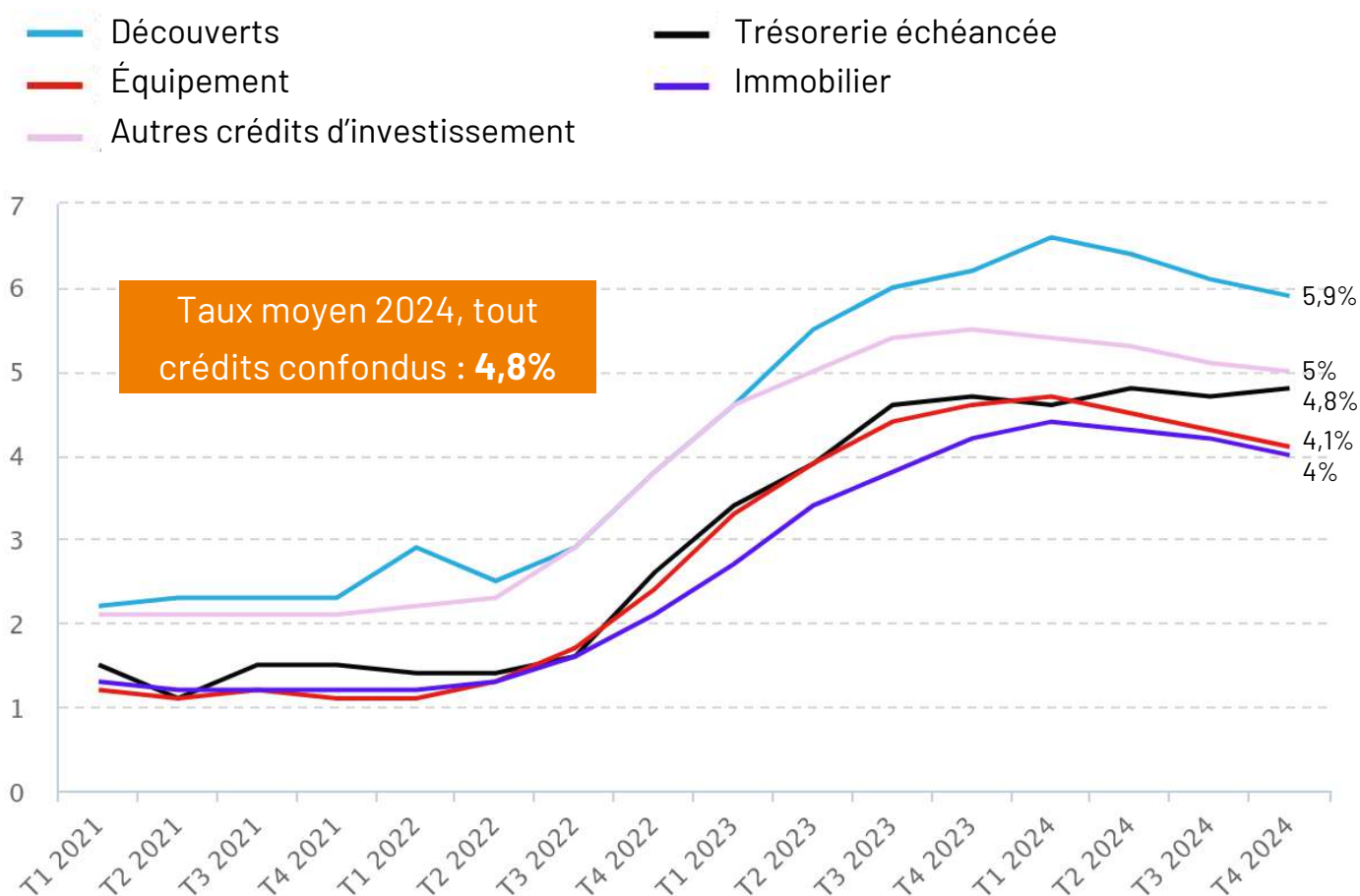


Répartition des crédits octroyés en 2024 selon les secteurs d'activité
(En Md€)



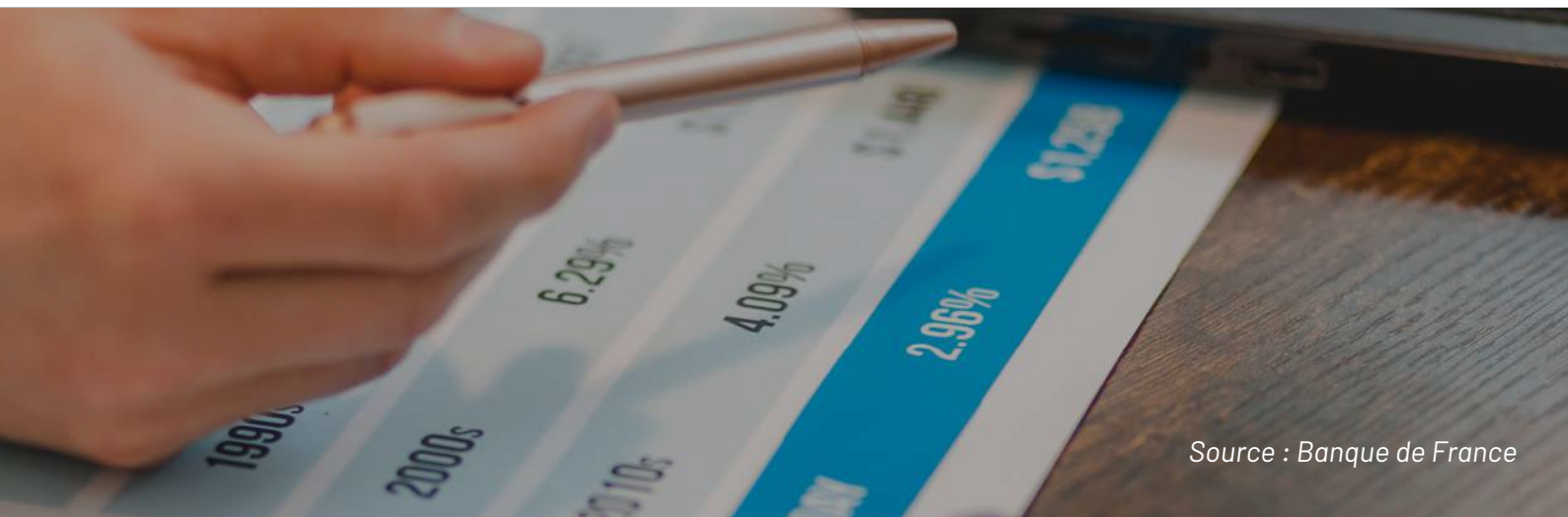
ÉVOLUTION DES TAUX DE CRÉDIT PROFESSIONNEL

DEPUIS 2021

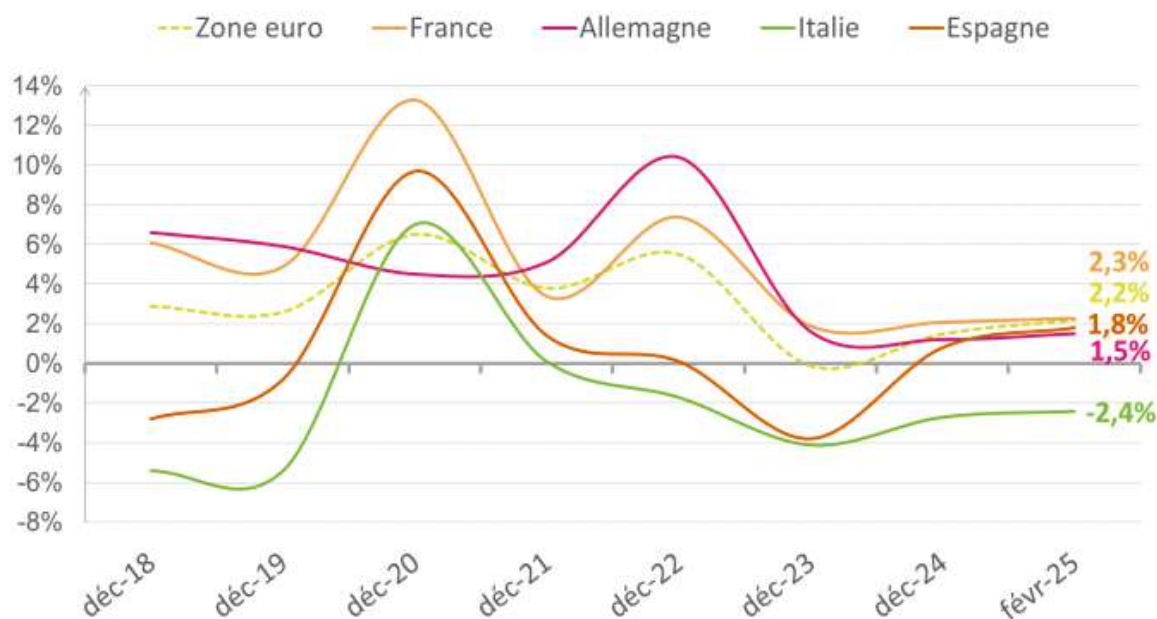


Évolution des taux moyens des différents types de crédits aux entreprises en France depuis 2021

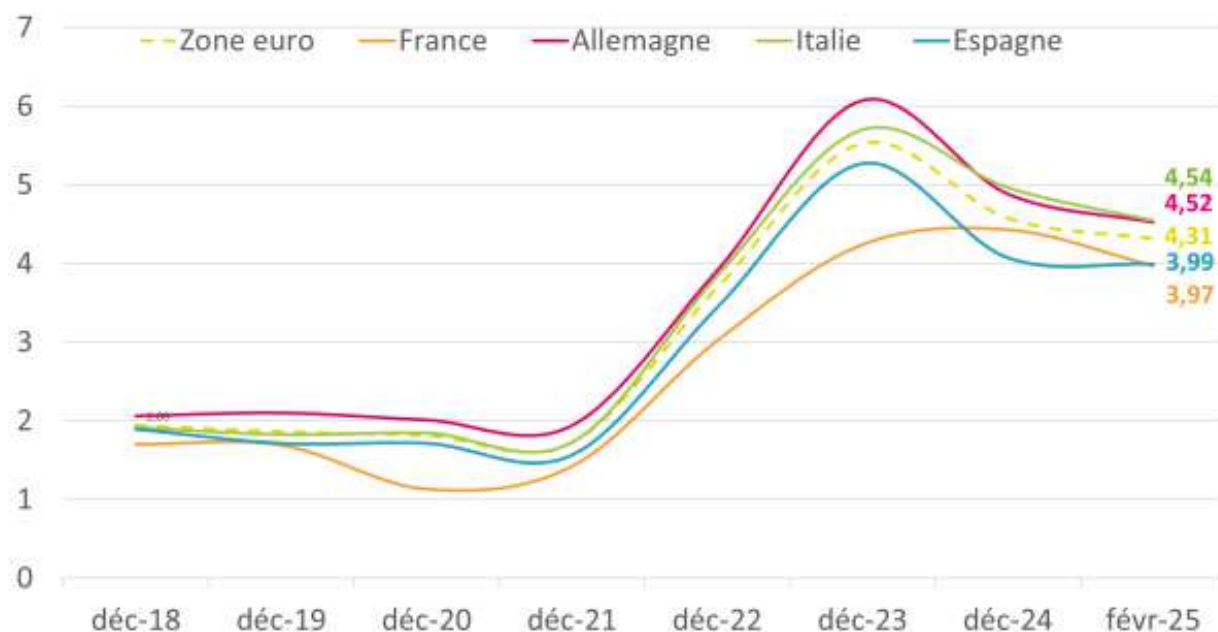
(En % des variations annuelles)



COMPARATIF FRANCE / ZONE EURO

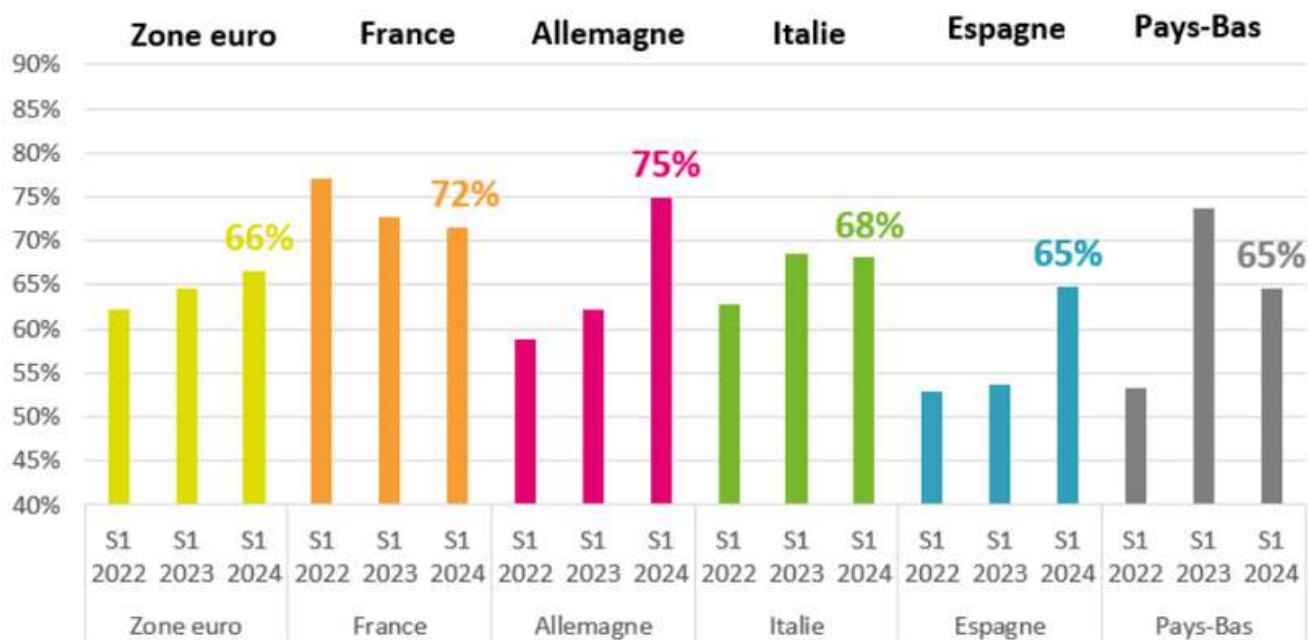


Taux de croissance annuel des crédits aux entreprises en Europe
(En %)



Taux d'intérêt des nouveaux crédits pratiqués aux PME
(En %)

COMPARATIF FRANCE / ZONE EURO



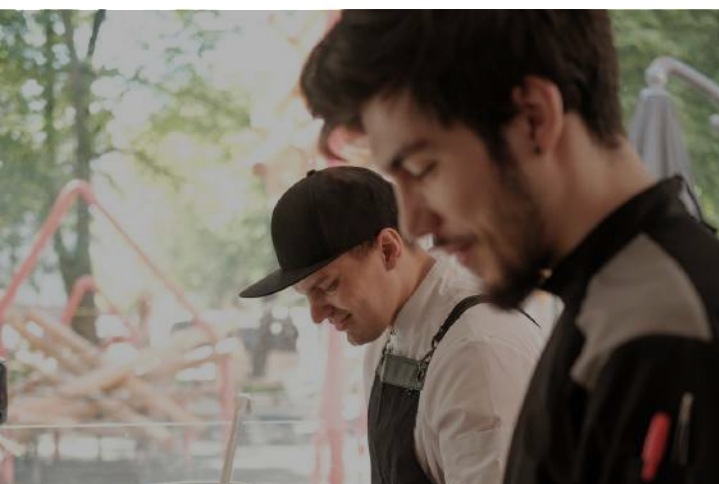
Taux d'obtention des crédits bancaires dans les principales économies de la zone euro
(En % des PME hors TPE répondantes)



ZOOM SUR LA FRANCHISE

LES CHIFFRES CLÉS DE LA FRANCHISE

EN FRANCE EN 2024



2 089 réseaux de franchise

+ 3% par rapport à 2023

90 588 points de vente franchisés

- 1,4% par rapport à 2023

CA global

88,64 MD€

+ 0,3% par rapport à 2023

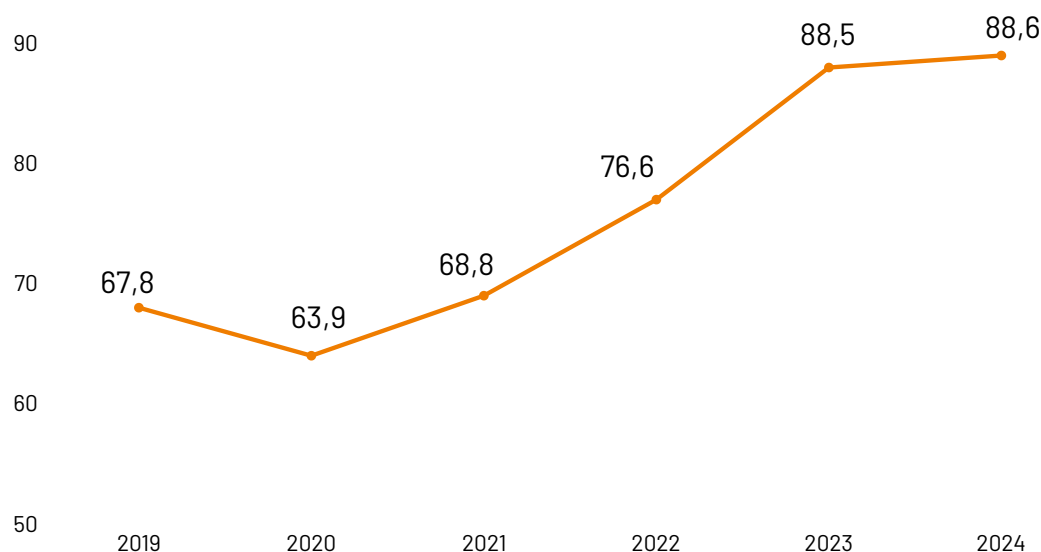
Emplois directs et indirects

962 724

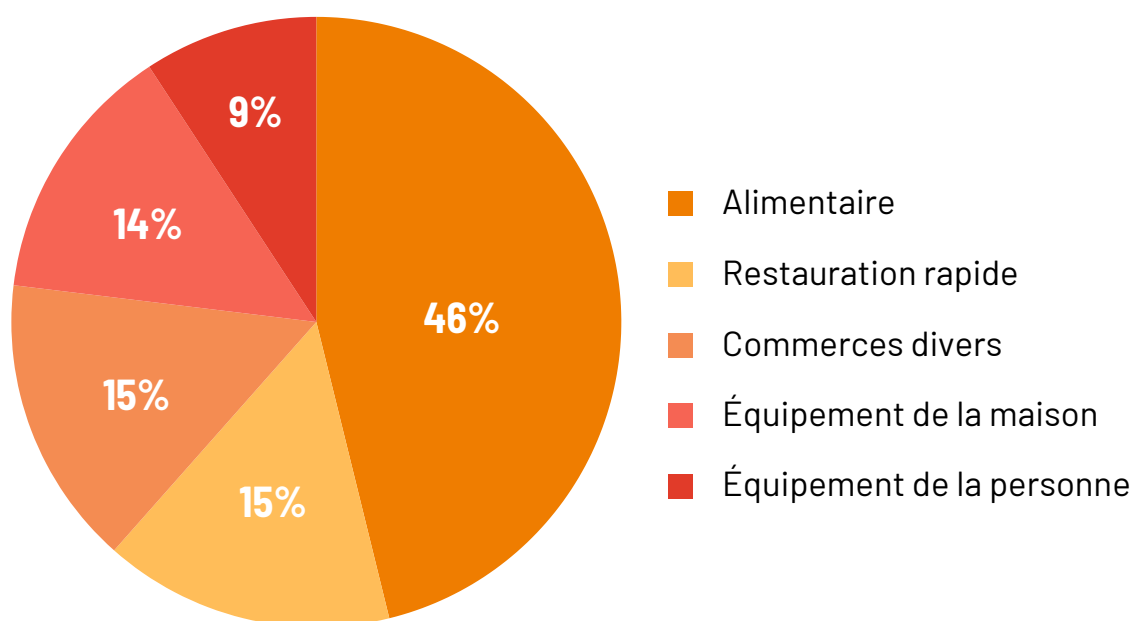
+ 1,16% par rapport à 2023



ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA FRANCHISE

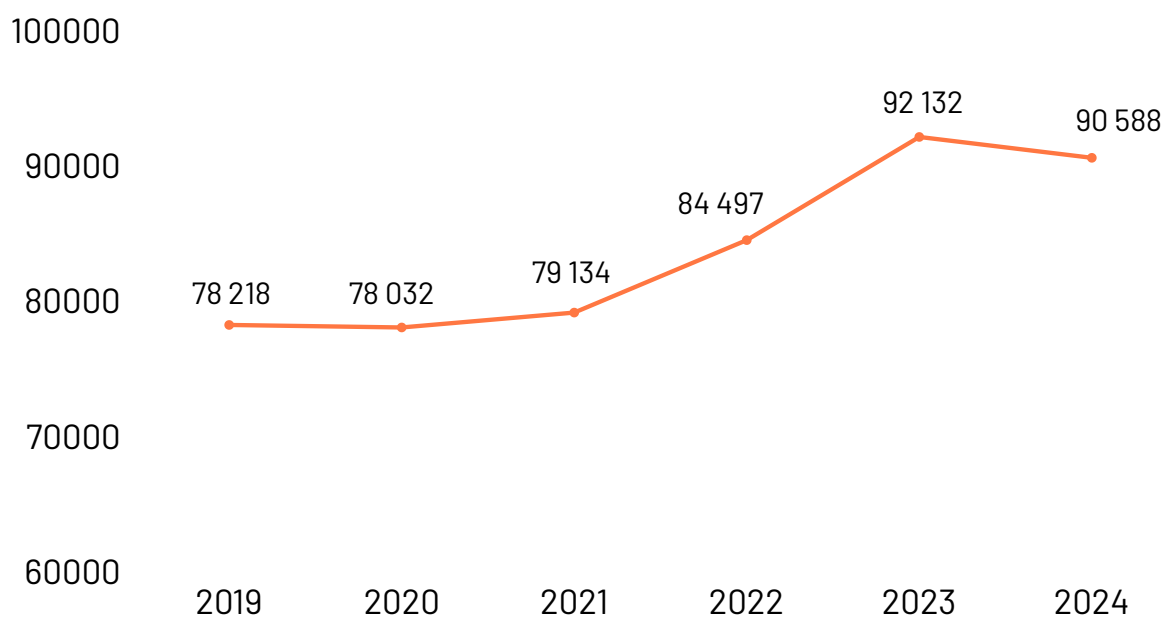


Évolution du CA de la franchise
(en Md€)

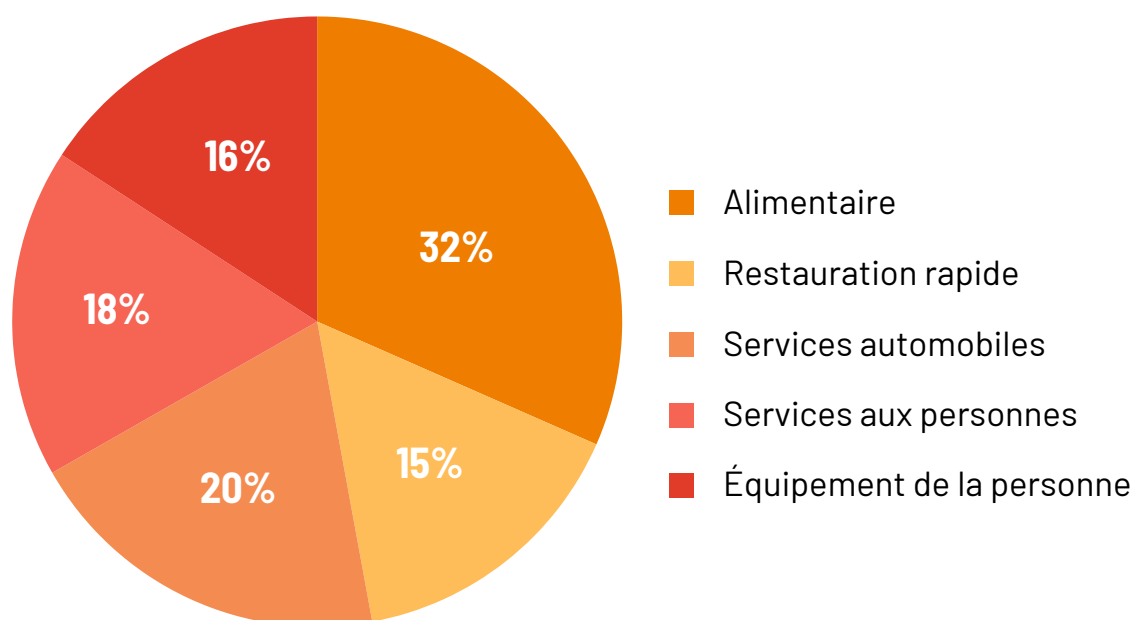


Répartition du CA 2023 de la franchise par secteur d'activité
(En % du CA total)

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE POINTS DE VENTE FRANCHISÉS



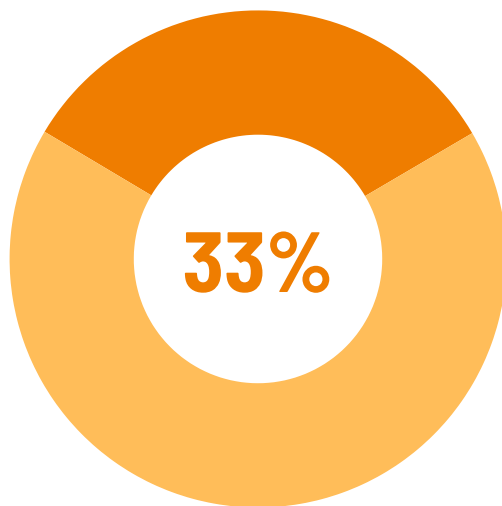
Évolution du nombre de franchisés depuis 2019



Répartition du nombre de points de vente franchisés par secteur d'activité

LES FRANÇAIS ET L'ENTREPRENEURIAT

- En 2024, la part des Français souhaitant créer leur entreprise reste **relativement stable** pour atteindre 32% (contre 34% en 2022).
- Si 52% de ceux qui souhaitent créer leur entreprise **envisagent de le faire en franchise**, cette part monte à 66% pour la tranche d'âge des 18-24 ans.



des français aimeraient créer leur entreprise
(contre 32% en 2023)

52%

envisagent de le faire en franchise

43%

vs. en 2023

LE PROFIL DES FRANCHISÉS



76%

des franchisés étaient
auparavant salariés

42%

ont changé de secteur par
rapport à leur ancienne activité



46%

de femmes

54%

d'hommes

TÉMOIGNAGE

ÉTIENNE BLOT - RÉSEAU SG

Le financement est un véritable levier stratégique pour les professionnels. Plus qu'un simple soutien financier, il permet de concrétiser des projets structurants à chaque étape de la vie de l'entrepreneur et de son activité, avec un accompagnement sur mesure.

Créer son entreprise, c'est souvent franchir une étape décisive. L'appui d'une enseigne en franchise est une aide à la réussite dans cette démarche entrepreneuriale. Le rôle du conseiller SG, en lien avec les experts du pôle franchise, est essentiel pour analyser le projet, travailler le plan de financement et l'orienter vers les solutions les plus adaptées (apport personnel, aides et prêts d'honneur, crédit professionnel). Gérant à la fois les besoins privés et professionnels, intimement liés, il prend en compte la réussite du projet et la situation financière de son porteur.

La reprise d'entreprise est un autre sujet clé. Le financement doit être finement calibré pour couvrir la transaction et anticiper les besoins de trésorerie ou d'investissement post-reprise. La valorisation de l'entreprise, le contexte et son potentiel de développement sont pris en compte. L'expertise du conseiller SG permet ici de structurer le montage financier de l'opération, avec différentes options à envisager (rachat total ou partiel, apport en capitaux, emprunt bancaire, crédit vendeur, LBO ...).

Le renouvellement de matériels ou de véhicules est une nécessité pour rester compétitif avec des modalités de financement spécifiques. Le recours au crédit-bail, à la location avec option d'achat ou au prêt amortissable permet de maîtriser les charges tout en maintenant un bon niveau de performance opérationnelle.



Directeur des Marchés Professionnels du Réseau SG en France

Au-delà de ces sujets d'exploitation, de nombreux entrepreneurs réfléchissent à leur stratégie patrimoniale via le financement d'immobilier. L'achat de murs professionnels (souvent via une SCI) peut permettre de sécuriser leur activité, d'optimiser leur fiscalité et de préparer leur retraite. Le conseiller professionnel SG accompagne alors cette réflexion dans une vision globale à long terme, avec un banquier patrimonial.

Enfin, l'entrée dans la vie active en intégrant une structure existante est une pratique de plus en plus courante, notamment pour les professions libérales. Le financement est ici étudié autour de la valorisation de la clientèle ou de la patientèle, du montage juridique et de la solidité de l'association projetée. Là encore, le conseiller SG joue un rôle central pour sécuriser l'opération.

Avec SG, chaque projet bénéficie d'une approche personnalisée, fondée sur la compréhension de ses enjeux et la co-construction de solutions adaptées à sa réussite.

TÉMOIGNAGE

RAPHAËL PROST - LA BANQUE POSTALE

Engagée et au plus près des territoires, La Banque Postale s'affirme comme un partenaire de référence pour les entrepreneurs. Fidèle à son identité citoyenne, La Banque Postale contribue activement au dynamisme économique local et national en accompagnant les professionnels dans la création, la reprise ou le développement de leur entreprise.

Grâce à l'implication de près de 300 responsables clientèle professionnelle répartis sur tout le territoire, à un réseau de plus de 6 000 bureaux de poste et à deux agences à distance dédiées, La Banque Postale se démarque comme étant un véritable acteur de proximité, avec un ancrage local fort au service d'une offre complète.

En s'appuyant sur les expertises du Groupe La Poste et de ses filiales spécialisées (Louvre Banque Privée, La Banque Postale Immobilier Conseil...) qui propose des services performants aux professionnels et entreprises (La Carte Pro, Solutions Courrier/ Colis, La Poste Mobile, Mediapost, Domiserve, Docaposte, Maileva...), La Banque Postale présente une synergie groupe pensée pour simplifier la vie des entrepreneurs et soutenir leur performance.

Consciente de la richesse et de la diversité du tissu économique local, La Banque Postale a signé un partenariat avec Atometrics, spécialiste de l'analyse économique territoriale. Cet outil innovant permet à ses conseillers d'accéder à des données précises, pour mieux comprendre les réalités de chaque secteur et proposer des solutions de financement adaptées aux besoins concrets des entreprises.

Avec La Banque Postale, les entrepreneurs avancent avec un partenaire de confiance, ancré, engagé et à l'écoute.



*Responsable Développement Marché Professions
Libérales à La Banque Postale*

LES PARTIES PRENANTES



CrediPro est un réseau d'experts en financement professionnel présent partout en France (73 agences en France métropolitaine et DOM-TOM). Sa mission est d'accompagner les entreprises dans leur développement grâce à une expertise solide en matière d'analyse des dossiers de financement et de relations privilégiées avec les partenaires financiers.



Spécialiste de l'analyse économique, Atometrics propose des plateformes d'études de marché et d'intelligence économique. Ces outils aident les partenaires clés des entreprises, tels que les experts-comptables et les banquiers, à fournir un accompagnement précis et pertinent basé sur des données fiables.

